

Collectif Solidarité Migrants
Chez **Communauté Emmaüs**
5 Place de l'Église
01960 Servas

Bourg-en-Bresse, le 15 avril 2020

A Monsieur le Préfet
Préfecture de l'Ain
45 Avenue Alsace Lorraine
01012 Bourg-en-Bresse

Objet : régularisation de tous les migrant-es

Monsieur le Préfet, nous sommes des militants de divers mouvements politiques et bénévoles d'associations humanitaires, présents dans le département de l'Ain aux côtés des migrant-es. (Vous trouverez en bas de page, la liste des signataires de ce courrier).

Depuis des années, nous réclamons que soit réservé aux migrant-es un bien meilleur sort. Ils ont fui les guerres, la violence, la misère, la corruption. Ils veulent chez nous avoir une vie décente, et les mêmes droits que tous les autres citoyens, ce qui nous semble légitime.

En cette période, où certains se voient confinés dans des conditions très difficiles (en plus des différents centres d'hébergement il y a aussi le bidonville de Bourg, les deux « squats » à Bourg-en-Bresse et Péronnas) nous demandons la régularisation immédiate de tous les migrant-es et réfugié-es sans papiers avec un accès à tous les systèmes de protection sociale, et la fin de toutes les expulsions. Avec la réquisition des hôtels et appartements nécessaires, pour accéder à des conditions d'hygiène et de confinement satisfaisantes.

Le journal Le Progrès dans un article récent dénombrait un millier de migrant-es dans le département de l'Ain. L'heure n'est plus à l'étude de chaque dossier au cas par cas, mais bien de faire preuve d'humanité, de solidarité.

Il en est aussi de la santé de tous, et en premier lieu des gens dans la misère, qui risquent de payer le plus lourd tribut dans cette dramatique crise sanitaire, dont il est impossible de prévoir la gravité et la durée.

Cette lettre vous est adressée, mais elle vaut bien sûr pour l'ensemble du Pays et bien plus. En France, 104 député-es, sénatrices et sénateurs viennent de demander au gouvernement de prendre cette même décision. Le 28 mars, le Portugal a voté la protection des migrant-es face à cette crise, en les régularisant. En Belgique, des associations lancent également un appel demandant la régularisation définitive des étranger·e·s présent·e·s dans les pays de l'Union européenne. L'Europe ne doit pas être une forteresse, qui n'accepterait

la venue d'étrangers qu'au compte goutte, dans le cadre d'une immigration choisie uniquement pour faire venir de la main d'oeuvre à bon marché.

Aujourd'hui environ 500 000 personnes sans-papiers sont présentes sur le sol français, elles sont environ 4 millions sur le territoire de l'Union européenne, vivant souvent dans des conditions rendant impossible le respect des mesures préconisées par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et par le gouvernement, pour lutter contre la diffusion du coronavirus.

Quelles que soient les compétences professionnelles ou la formation des personnes migrant-es sur notre territoire, nous souhaitons qu'elles aient la liberté de trouver, au sortir de ce confinement, leur place dans la société, en égalité de droits avec les autres travailleurs.

Nous vous demandons donc la régularisation de l'ensemble des personnes migrant-es actuellement présentes sur le département, comme d'autres le demandent dans d'autres départements, comme ailleurs dans d'autres pays de l'Union Européenne.

En souhaitant vivement un retour de votre part. Veuillez agréer Monsieur le Préfet, l'assurance de notre attachement aux principes de fraternité et de solidarité.

Collectif Solidarité Migrants / RESF 01/ Ligue des Droits de l'Homme / Emmaüs / ATTAC / NPA / Union Syndicale Solidaires / FSU 01 / Parti Communiste Français / Ensemble ! / ASDA / F.I / Collectif de soutien de Montluel / Small axes / CCFD-Terre Solidaire / Génération.s / Cent pour 1 toit 01 / PS / AIDES Bourg-en-Bresse/ Les Amis du foyer du Trêve / EELV /